



SNETAA
SNETAA-CPE
DIRECTION
SNATOS
SNEPAG
SNETAA-IPE
SNPFCDN
SNETAA-MI-SE
SNO
SNETAA-INJSA

Paris, le 9 juin 2010

Communiqué de presse

Le Ministère s'attaque à l'Ecole de la République !

Un document confidentiel du Ministère de l'Education Nationale, adressé aux Recteurs d'Académie les invitant à « mobiliser les gisements d'efficience » est paru dans les médias. Il s'agit en fait de trouver de nouvelles suppressions de postes de l'ordre de 16 à 17000 par an, de 2011 à 2013 !

Le Ministère « proposerait » des leviers dans le primaire et dans le secondaire.

Dans le primaire, ce serait la suppression des RASED (réseaux d'aides spécialisées aux élèves en difficulté) et des psychologues scolaires. Autre pistes : l'augmentation du nombre d'élèves par classe et la suppression de la scolarisation des élèves à 2 ans.

Le recours aux non-titulaires serait développé, (des intérimaires grâce à la loi sur la mobilité ?), car c'est « une ressource plus flexible » et les titulaires remplaçants coûtent cher.

La formation continue pour les personnels se ferait pendant leurs vacances !

Enfin, les 1000 intervenants en langue vivante dans le primaire seraient remis en cause !

Il est également question de regrouper les écoles et donc de fermer les plus petites dans les communes rurales. C'est un gisement de 6000 à 7000 postes !

La Fédération eiL désapprouve ces projets et réaffirme son plein soutien aux collègues de l'enseignement du premier degré !

Dans le second degré le Ministère recommande d'augmenter le nombre d'élèves par classe au collège et au lycée ! La réforme du lycée devient un habillage pédagogique pour supprimer des postes d'enseignants.

Quant aux lycées professionnels, ils ne sont pas épargnés : *« Le regroupement des divisions à effectifs réduits sera recherché ainsi qu'une augmentation de la taille des divisions. L'objectif est de rationaliser la carte des formations et de spécialiser les établissements afin d'optimiser la taille des structures. La mise en œuvre de la rénovation de la voie professionnelle a conduit la plupart des académies à développer leur offre de CAP afin de permettre aux élèves souhaitant une insertion professionnelle rapide de s'orienter vers ce diplôme de niveau V. Cette stratégie initiale doit être questionnée au regard de l'orientation des élèves et du remplissage de ces structures. »*

La preuve est faite que ce n'est pas la rénovation qui est la source des difficultés de la voie professionnelle mais c'est bien la RGPP et son application qui sont responsables de la dégradation des conditions de travail et la mise en œuvre déplorable des nouvelles structures pédagogiques dans nos lycées professionnels.

La Fédération eiL et ses syndicats condamnent ces recommandations ministérielles car elles s'attaquent de fait à l'Ecole de la République. Ils appellent donc tous ceux qui partagent cette analyse à s'opposer à ces projets néfastes.

Contacts : Christian LAGE – Sébastien DECROIX

Syndicats EIL Fédérés Unitaires
74 rue de la Fédération 75 739 Paris Cedex 15 tél. : 01 53 58 00 39 - Fax : 01 45 67 05 53
e-mail : fed.eil@wanadoo.fr site : www.fed-eil.com